

Lettre mondiale condamnant la proposition de loi visant à décriminaliser le système prostitutionnel dans l'État de Victoria, en Australie

À l'attention de l'honorable Daniel Andrews MP, Premier ministre de l'État de Victoria et chef du parti travailliste victorien :

Nous, les soussigné.e.s, du monde entier, sommes des survivant.e.s de la traite à fin d'exploitation sexuelle, de la prostitution et de la pornographie ; nous sommes des défenseur.se.s des droits des femmes et des droits humains, et des associations de terrain et de première ligne. Nous sommes rejoint.e.s par des centaines de nos membres et partenaires nationaux et internationaux respectifs, y compris des survivant.e.s, qui représentent des groupes et des réseaux luttant pour l'égalité et pour les droits des femmes et des filles, des enfants, des immigrants et des populations LGBTQ+.

Nous exprimons notre horreur collective du fait que le gouvernement de Victoria propose une loi qui décriminaliserait le commerce du sexe comme solution aux échecs désastreux signalés de votre système légalisé de prostitution.

Les rapports indiquent que les délibérations législatives actuelles relatives à la décriminalisation du système prostitutionnel se déroulent dans un contexte de désinformation publique, de manque de transparence et d'indifférence à l'égard des processus démocratiques, des droits humains et de l'état de droit.

L'échec de l'Acte de Contrôle de la prostitution de Victoria de 1994 ne peut être résolu par la décriminalisation du système prostitutionnel

L'Acte de Contrôle de la prostitution de Victoria de 1994 (connue depuis 2010 sous l'Acte de travail sexuel de 1994) visait à réglementer les maisons closes, à contrôler le système prostitutionnel, à le rendre moins clandestin, à mettre en œuvre des droits et des protections de travail et à améliorer la situation des femmes. Vous rapportez que la loi a lamentablement échoué sur tous ces points et plus encore.

Au cours des vingt-sept dernières années, la légalisation a eu pour effet de développer le système prostitutionnel dans l'État de Victoria au lieu de le gérer : pour chaque maison close enregistrée, on compte plus de cinq "salons de massage" non autorisés (90 maisons closes légales contre 500 illégales dans la seule ville de Melbourne). Le traite à fin d'exploitation sexuelle est présumée avec la présence élevée de femmes étrangères, principalement originaires d'Asie et des îles du Pacifique, vendues notamment dans ces "salons de massage" non autorisés, en toute impunité.ⁱ

Vos rapports officiels décrivent comment et pourquoi la légalisation a échoué à Melbourne. Vous dites que les personnes prostituées sont victimes de violence, de discrimination persistante et de stigmatisation au sein de la communauté ; qu'elles ne sont pas en mesure de faire des choix concernant leur vie, et que leur sécurité et leur bien-être sont chroniquement menacés.ⁱⁱ

La prostitution est en effet un système d'exploitation complexe au profit des propriétaires de maisons closes et d'autres exploitateurs enrichis par les acheteurs d'actes sexuels. Résoudre vos échecs de la légalisation avec une pire forme - la décriminalisation - augmentera de manière

exponentielle les préjudices et les violations énoncés qui sont inhérents au système prostitutionnel.

En novembre 2019, votre gouvernement travailliste de Victoria a annoncé qu'il mènerait une étudeⁱⁱⁱ sur la décriminalisation du système prostitutionnel. Victoria appelle maintenant à ce que la prostitution s'épanouisse au-delà des maisons closes enregistrées par l'État et qu'elle opère dans la rue, dans des appartements privés et dans de petites entreprises gérées par des propriétaires.

Les efforts de dépénalisation sont menés par la députée victorienne Fiona Patten. Selon les médias, le partenaire de longue date de la députée Patten, Robbie Swan,^{iv} est un lobbyiste bien connu de l'industrie de la pornographie et a fondé Eros,^v une importante association de membres de « l'industrie de films pour adultes ». Il semblerait donc que le « commerce du sexe » lui-même, qui présente d'importants intérêts financiers dans la décriminalisation, soit l'architecte de votre projet de loi.

Vous ne pouvez pas contrôler le « commerce du sexe », une entreprise illégale mondiale qui génère plusieurs milliards de dollars, par la décriminalisation, Monsieur le Premier ministre - c'est le « commerce du sexe » qui vous contrôle.

La prostitution n'est pas un travail, n'est pas un acte sexuel, et n'est pas inévitable.

Pour citer nos partenaires abolitionnistes de Victoria, "le postulat selon lequel la prostitution est dite inévitable repose sur deux "croyances [australiennes] profondes" interdépendantes : d'une part que les hommes ont le droit d'avoir des relations sexuelles et d'autre, que (la plupart) des femmes participent volontiers à la prostitution, ce qui en fait un crime sans victime."

Vous devez remettre en question la croyance fondamentale selon laquelle le gouvernement a le droit de reléguer une catégorie de femmes, principalement de couleur et jugées indignes d'égalité, au système prostitutionnel. Vous devez vous attaquer plutôt à la pratique culturelle néfaste qui consiste à conférer aux hommes un droit coutumier d'acheter des actes sexuels avec des personnes qui ne s'engageraient jamais dans des actes sexuels avec ces hommes sans la présence de formes multiples de coercition et une absence de choix.

Pour s'attaquer sérieusement au système prostitutionnel, l'État de Victoria doit confronter l'histoire colonialiste de l'Australie, qui a créé son éthique de la prostitution d'abord comme un « mal nécessaire », puis comme un « travail ».

La prostitution n'a jamais été inévitable ; elle a été inventée.

L'histoire de la promotion de la prostitution en Australie

L'exploitation sexuelle, le viol et la torture des femmes autochtones par les colons étaient monnaie courante dans l'Australie du XVIIIe siècle. La colonie pénitentiaire a mis en place un système développé de prostitution, précisément pour que les hommes australiens puissent jouir d'un droit, sanctionné par l'état, à l'accès sexuel à ces femmes dans les maisons closes et ailleurs. Lorsque les femmes aborigènes n'ont plus pu satisfaire la demande pour la prostitution, l'Australie a organisé la traite de femmes anglaises emprisonnées pour répondre à cette demande.

Il y a une ligne droite entre cette historique et le projet de votre gouvernement de décriminaliser le système prostitutionnel. Les colonisateurs ont promu des stéréotypes racistes et sexualisés décrivant les femmes autochtones comme des objets sexuels. Aujourd'hui, les femmes originaires de Chine, de Thaïlande, de Corée, des Philippines et des îles du Pacifique sont largement surreprésentées dans vos établissements de prostitution légaux et illégaux. Votre gouvernement légitime l'accès sexuel et racialisé des acheteurs d'actes sexuels, en faisant croire que la prostitution aujourd'hui est aussi désirable pour elles que pour les femmes autochtones que les colons ont exploitées il y a des siècles.

Les femmes qui se trouvent dans vos maisons closes légales et illégales sont sous le contrôle de proxénètes. Leur parcours vers la prostitution comprend des antécédents de violence sexuelle dans l'enfance, de pauvreté, de foyers collectifs, de déplacements, d'abus intergénérationnels et d'inégalités systémiques, autant de vulnérabilités qui mènent à l'exploitation sexuelle. Et quels que soient la race, le sexe, le genre ou l'origine ethnique des personnes prostituées, les acheteurs de sexe les réduisent à des marchandises.

La société évite de s'attaquer à ces abus en tissant des récits sur le "consentement", qui, même s'il est rarement vrai, est indifférent au regard de la loi et des principes des droits humains dans les situations d'exploitation ou de violence sexuelle.

L'Australie n'est pas le seul pays à prolonger une histoire d'exploitation sexuelle et de dégradation des femmes indigènes et autres - tous les continents qui ont été envahis par des étrangers, en particulier par les colons européens, partagent des chroniques similaires de déshumanisation systémique, de génocide et de traite des êtres humains.

Cependant, au lieu de cautionner cet héritage honteux, vous pouvez facilement réparer votre loi sur la prostitution de 1994, qui a échoué, en adoptant une législation progressiste qui protégera les personnes prostituées et tiendra à distance les exploiters du système prostitutionnel.

La solution fondée sur les droits humains à l'échec de votre loi sur la prostitution de 1994

En 1999, dans sa quête de l'égalité des sexes et du respect des droits humains, le gouvernement suédois a adopté une loi progressiste qui décriminalise exclusivement les personnes prostituées, leur offre un accompagnement et des services, y compris des stratégies de sortie, tout en tenant pour responsables les acheteurs de sexe et autres auteurs d'infractions. Connue d'abord sous le nom de « modèle suédois » puis « nordique », sept^{vi} pays ont suivi la vision de la Suède pour un monde sans exploitation sexuelle, donc désormais connue sous le nom de « modèle d'égalité ». En revanche, aucun pays n'a suivi le cadre de décriminalisation de la Nouvelle-Zélande, qui a échoué.

Dans le monde entier, l'exploitation sexuelle commerciale, en ligne et hors ligne, a augmenté de manière exponentielle pendant la pandémie de COVID-19. La déréglementation de la prostitution en plein milieu d'une crise sanitaire mondiale entraînera une expansion catastrophique du système prostitutionnel dans l'État de Victoria, qui détruira encore plus de vies pour les profits incalculables de quelques-uns, sans aucun recours à la justice.

Vous avez le temps de faire respecter la règle de droit, Monsieur le Premier ministre, et de vous attaquer avec compassion à la déshumanisation incessante sur laquelle prospère le système prostitutionnel. Veuillez rejoindre le nombre croissant de juridictions dans le monde qui s'efforcent d'instaurer une société qui valorise l'égalité pour tous et rejette les prostituteurs en tant que partenaires.

SIGNÉ,

https://docs.google.com/forms/d/1x3M7qKg9tteFLC24bXc83S3Nz3_FPoVtDOh6RVwqKlg/edit

26 août 2021

Adriana	Garcia	Espacio Alternativo Arte Itinerante	Argentina
Agnes	Szaloki	The Women For Women Together Against Violence Association	Hungary
Akiko	Endo		Japan
Alain	Piot	Femmes pour le dire, Femmes pour Agir	France
Alexandra	Silva	Portuguese Platform for Women's Rights	Portugal
Alexandra	Carrière	Zéromacho	France
Alice	Collet	Planning Familial	France
Alicia	Martinez	Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujeres	Argentina
Alicia	García	Araba Abolizionista	Spain
Ally-Marie	Diamond	Wahine Toa Rising	New Zealand
Alyssa	Ahrabare	European Network of Migrant Women	Belgium
Ana	Coucello	Aliança Para a Democracia Paritária	Portugal
Ana	López Rodríguez		Spain
Ana	Navega		Portugal
Ana Sofia	Fernandes	Portuguese Platform for Women's Rights	Portugal
Analía	Vitale	Women's Human Right Campaign - Argentina	Argentina
Andrés	Florián		Colombia
Anna	McCormack	IWD Brisbane Meanjin	Australia
Anna	Zobnina	European Network of Migrant Women	Europe
Anna	Borg	University of Malta	Malta
Annemarie	Schoß	Terre Des Femmes - Menschenrechte für die Frau e.V.	Germany

Annick	Boisset	Zéromacho	France
Aoi	Ikemoto		Japan
Arrate	Núñez Oribe	Araba Abolizionista	Spain
Audrin	Bermúdez Zea		Colombia
Autumn	Burris	Survivors for Solutions	USA
B J	Star	National Organization for Women West Pinellas	USA
Benoit	Agache	Zéromacho	France
Bernard	BOSC	Réseau Féministe "Ruptures"	France
Blondiau	Charles-Emmanuel		Belgique
Borbála	Juhász	Hungarian Women's Lobby	Hungary
Brigitte	Polonovski	European Centre of the International Council of Women	Europe
C.N.	Mallet	End Demand Switzerland	Switzerland
Catherine	Morin Le Sech	CQFD lesbiennes Féministes	France
Caitlin	Roper	Collective Shout	Australia
Caroline	Norma	Royal Melbourne Institute of Technology	Australia
Caroline	Sander	Herzwerk	Austria
Catherine	Goldmann	Fondation Scelles	France
Celia	Debono	Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujeres	Argentina
Cherie	Jimenez	EVA Center	USA
Chiara	Carpita	Resistenza Femminista	Italy
Christian	Masson	Zéromacho	France
Claire	Millan		France
Claire	Desaint	Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir	France
Claire	Quidet	Mouvement du Nid	France
Claude	Beauné	Zéromacho	France
Corinne	Guyonnet	Psychologue et Sexologue	France
Cristián	Eduardo	Survivor Leader, New Yorkers for the Equality Model	USA
Cristina	Ercoli	Mujeres por la Solidaridad	Argentina
Danielle	Bousquet	Fédération Nationale des Centres D'information Sur Les Droits des Femmes et des Familles	France
Dawn	Hawkins	National Center on Sexual Exploitation	USA
Denis	Laquaz	Zéromacho	France
Diana	Flores	Fin de la Esclavitud A.C.	Mexico
Dianne	Post		USA

Drisha	Fernandes		Colombia
Elisabeth	Rupp	Perla Association	Switzerland
Elisabeth	Charriau	Zéromacho	France
Elsa Cola Arena	Elsa Cola Arena	Feminista abolicionista independiente	Argentina
Elsi	San Martin	Convocatoria Abolicionista Federal	Argentina
Esther	Fouchier	Forum Femme Mediterranee	France
Fátima Raquel	Castillo	Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujeres	Argentina
Francois	Nogues		France
Fred	Robert	Zéromacho	France
Frédéric	Boisard	Fondation Scelles	France
Gabriela	Marchi	CAFe	Argentina
Ghada	Jabbour	KAFA (enough) Violence & Exploitation	Lebanon
Gloria	Steinem	Author and Feminist Activist	USA
Graciela	Tejero Coni	Museo de la Mujer	Argentina
Graciela	Collantes	Asociación de Mujeres Argentinas por los Derechos Humanos	Argentina
Guy	Setruk		France
Haley	McNamara	International Centre on Sexual Exploitation	United Kingdom
Helen	Pringle	Nordic Model Information Network	Australia
Héma	Sibi	CAP International	France
Hiroshi	Nakasatomi	Anti-Pornography and Prostitution Group	Japan
Huguette	Klein	Réussir l'Égalité Femmes-Hommes	France
Iara	Gonzalez	Accion Feminista Argentina	Argentina
Iliana	Balabanova	Bulgarian Women's Lobby	Bulgaria
Ingeborg	Kraus	Trauma and Prostitution	Germany
Iro	Michael	Association for the Prevention and Handling of Violence in the Family	Cyprus
Isabel	Canning		Portugal
Isabel	Soria	Fundación Volviendo a Casa	Argentina
Jane	Manning	Women's Equal Justice Project	USA
Jean-Marc	Jouannet	Du Côté Des Femmes Cergy	France
Jeanne	Sarson	Persons Against Non-State Torture	Canada
Jessica	Megarry	University of Melbourne	Australia
Jocelyne	Adriant-Mebtoul	Femmes du Monde et Réciproquement	France

Jocelyne	Adriant-Mebtoul	La Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes	France
Josiane	Vasseur		France
Judith	Trinquart	Mémoire Traumatique et Victimologie	France
Judy Harris	Kluger	Sanctuary for Families	USA
Jungsook	Kim	International Council of Women (ICW-CIF)	Republic of Korea
Justine	Cassar	Radical Girlss	France
Katalin	Gyulai	The Women For Women Together Against Violence Association	Hungary
Kathy	Edwards		Australia
Laure	Caille	Libres Mariannes	France
Leonor E. G.	Núñez	Asamblea Permanente por los Derechos Humanos-La Matanza	Argentina
Liliam	Altuntas	Resistenza Femminista	Italy
Lilian	Halls	Initiative Feministe EuroMed	France
Liliana	Forero	Iniciativa ProEquidad	Colombia
Liliana	Duhart		Argentina
Liliana	Loyola	Asociación Civil Generar	Argentina
Linda	MacDonald	Persons Against Non-State Torture	Canada
Linda-Joy	Warwick	Prostitution Education And Collective Experience	Australia
Linne	Smith	Lift Up the Vulnerable	USA
Lola	González Rodriguez	Mujeres por la Igualdad Bierzo y Laciana	Spain
Loren	Laszlo	Women For Women Together Against Violence Association	Hungary
Lori	Cohen	ECPAT-USA	USA
Lorraine	Spiteri		Malta
Louise	Marcotte	Concertation des Luttes Contre l'exploitation Sexuelle	Canada
Lucia	Mazarrasa	Forum Feminista de Madrid	Spain
Lynda	Dearlove	Women@thewell	United Kingdom
Lynn	Shaw	Lynn's Warriors	USA
M. Cristina	Rodrigues	Member of Parliament	Portugal
Malin	Roux Johansson	RealStars	Sweden
Marc	Anglaret	Collectif des Droits des Femmes 66	France
Marcela	DAngelo		Argentina
Margarita Ines	Bellotti	Asociación de Trabajo y Estudio sobre la Mujer, 25 de Noviembre	Argentina

Margie	Nottle		Australia
Maria	Binetti	Women's Human Rights Campaign - Argentina	Argentina
Maria	Cillis	Museo de la Mujer	Argentina
Maria	Romero	Mars-Sajo Mujeres y Niñez Rural	Colombia
María	Ramos	Campaña Abolicionista - CABA	Argentina
Maria Conceição	Mendes	O Ninho	Portugal
María Gabriela	van Marrewijk	Federation International des Femmes de Carrieres Juridiques	Argentina
María José	Partera González	Asociación Muricana de Apoyo a la Infancia Maltratada	Spain
Maria Rosa	Etcheber	Convocatoria Abolicionista Federal	Argentina
Mariana	Frontera		Argentina
Marie Claude	Bertrand	Conseil National des Femmes Françaises CIF-ICW - ICW	France
Marie- Christine	Gries	Soroptimist International	France
Marie- Hélène	Franjou	Amicale du Nid	France
Marie- Josèphe	Devillers	International Coalition for the Abolition of Surrogate Motherhood	France
Marta	Ortiz Diaz	Asociación Española de Mujeres Profesionales de los Medios de Comunicación	Spain
Martine	Nicoulaud		France
Mary	Sullivan	Coalition Against Trafficking in Women - Australia	Australia
Mayra	Hernández	Back Home	Mexico
Melina	Cretton	Red Federal de Mujeres Abolicionista	Argentina
Mercedes	Pagnutti Bonoris		Argentina
Meryl	Pinque	Activist	France
Micaela	Luminari Diaz	Proyecto Sur	Argentina
Michèle	Vianès	Regards De Femmes	France
Mirta	Iglesias	Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujeres	Argentina
Mirta	Fiorucci		Argentina
Monica Janet	Arcila Grisales	Nuestra Señora de la Caridad del Buen Pastor	Colombia
Monique	Dental	Réseau Féministe "Ruptures"	France
Nela	Pamukovic	Women's Network of Croatia	Croatia
Olivier	Manceron	Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir	France
Patricia	Chaumet	Zéromacho	France

Patricia	Ponce Pascuale	Haurralde Foundation for Women's Rights	Spain
Patricia	Suarez		Honduras
Pierre-Yves	Ginet	Femmes Ici et Ailleurs	France
Pilar	Fontevedra	Plataforma Ciudadana de Astorga por la Igualdad y contra la Violencia	Spain
Piroska	Juhász	The Women For Women Together Against Violence Association	Hungary
Polona	Kovac	Society Ključ- Centre for Fight Against Trafficking in Human Beings	Slovenia
Rachel	Moran	SPACE International	Ireland
Renate	Klein	Spinifex Press	Australia
Rocio	Rivero	Fundación El Buen Pastor	Colombia
Romain	Sabathier	Zéromacho	France
Rosa	Berg	Activist	Malta
Rosa Maria	Fernández Sansa	Plataforma Catalana de Suport al Lobby Europeu de Dones	Spain
Roxana	Contreras	Centro de Atención Integral a Niñez, Adolescencia y Familia	Argentina
Ruby	Till	Associazione Iroko Onlus	Italy
Ruth	Breslin	Sexual Exploitation Research Project	Ireland
Sabine	Kallauch	KAVOD	Austria
Sabrinna	Valisce	Prostitution Education And Collective Experience	Australia
Sandra	Benfica	Democratic Woman's Movement	Portugal
Sandrine	Goldschmidt	Femmes en résistance	France
Sara	Vicente Collado	Ehuleak-CIMTM Navarra	Spain
Sara	Hernández Venencio	Asociación Adimhe	Spain
Sarah	Benson	Women's Aid Ireland	Ireland
Seiya	Morita	Anti-Pornography and Prostitution Research Group	Japan
Serge	Flaconneche		France
Séverine	Denis		France
Sheila	Jeffreys	Women's Human Rights Campaign	Australia/UK
Simon	Didier	Zéromacho	France
Simone	Watson	Nordic Model Australia Coalition	Australia
Sofía	Ricci		Argentina
Sonja	Lokar		Slovenia
Sorcha	Buchan		Australia
Stella Maris	Vuillermet		Argentina

Stephanie	Davis	Coalition Against Trafficking in Women	USA
Susan	Hawthorne	Spinifex Press	Australia
Susana	Pereira	Mulher Seculo XXI	Portugal
Susana	Martínez Novo	Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres	Spain
Susana	Chiarotti	Instituto de Género, Derecho y Desarrollo	Argentina
Taina	Bien-Aimé	Coalition Against Trafficking In Women Intl	USA
Tatiana	Celis	Fundación Vida Nueva	Colombia
Tegan	Larin	Coalition Against Trafficking in Women - Australia	Australia
Teresa	Forliti		USA
Valentina	Cruz	Campaña Argentina por el Reconocimiento de los Derechos de las Mujeres en Base al Sexo	Argentina
Valeria	Dubovik	Museo de la Mujer	Argentina
Véronique	Perrais Philippe	Sortir du Silence	France
Vicenta	Monge García	Forum De Política Feminista	Spain
Virgínia	Ferreira	Associação Portuguesa de Estudos sobre as Mulheres	Portugal
Viviana	Olchansky	University of Buenos Aires	Argentina
Viviane	Teitelbaum	Observatoire Féministe des Violences Faites aux Femmes	Belgium
Wendy	Francis	Australian Christian Lobby	Australia
Yagmur	Uygarkizi	Radical Girlsss	France
Yasmeen	Hassan	Equality Now	USA
Yasmin	Vafa	Rights4Girls	USA
Yolanda	Krockenberger		Australia
Yseline	Fourtic-Dutarde	Assemblée des Femmes	France
Yukino	Yamamoto	Anti-Pornography and Prostitution Research Group	Japan
Yves	Scelles	Fondation Scelles	France
Zandra	Kanakaris	1000 Möjligheter	Sweden
Zoila	Paredes	Comisión Pastoral de Derechos Humanos	Argentina

ⁱ Le rapport 2021 des États-Unis sur la traite des personnes indique que les condamnations pour traite des êtres humains en Australie "restent faibles et que, même en cas de condamnation dans de rares cas, les peines clémentes "affaiblissent la dissuasion et peuvent saper les efforts plus larges de lutte contre la traite. Le gouvernement n'a pas non plus procédé à un dépistage adéquat des groupes vulnérables que les trafiquants peuvent cibler", U.S. Department of State, *2021 Trafficking in Persons Report: Australia*, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, <https://www.state.gov/reports/2021-trafficking-in-persons-report/australia/>

ii Premier of Victoria, The Hon Daniel Andrews, ‘Review into Decriminalisation of Sex Work,’ 26 November 2019, <https://www.premier.vic.gov.au/review-into-decriminalisation-of-sex-work-0>

iii *dem*

iv “An Enduring Relationship – Politics, Porn, Fiona and Robbie,” *Joy*, 21 May 2015, <https://joy.org.au/wordforword/2015/05/an-enduring-relationship-politics-porn-fiona-and-robbie/>, Katie Lalor (with Ginger Gorman), “Pornography, Sex and Censorship,” *ABC Local*, 23 May, 2012, <https://www.abc.net.au/local/stories/2012/05/23/3509073.htm>

v <https://www.eros.org.au/about/the-eros-association/>

vi Islande (2008), Norvège (2009), Canada (2014), Irlande du Nord (2014), France (2016), République d'Irlande (2017) et Israël (2018)